

**Pour la défense des retraites :  
les salarié-es sont descendus massivement dans la rue !**

Jeudi 22 mai, les salarié-es sont descendus massivement dans la rue pour refuser le passage aux 41 annuités annoncé par le gouvernement. 700 000 manifestant-es dans toute la France avec une présence très importante de salariés du privé mais aussi de jeunes et de retraité-es.

Un nouvel allongement de la durée de cotisation entraînerait une nouvelle baisse du niveau des pensions comme cela est déjà le cas avec le passage aux 40 annuités. Le Medef a d'ailleurs annoncé la couleur en indiquant qu'il veut un passage à 45 annuités de cotisation et faire passer l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans !

Alors que les conditions de travail se dégradent, que la souffrance au travail se développe et que, dans le même temps, les profits se portent très bien, il ne faut pas travailler plus mais moins : c'est pourquoi l'Union syndicale Solidaires revendique le retour aux 37,5 annuités pour tous, public et privé, un départ anticipé pour les travaux pénibles, et le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans.

Il faut stopper cette logique de régression sociale permanente. Le gouvernement, pour l'instant, campe sur ses positions. Face à cette intransigeance, il est urgent de donner une suite à la mobilisation du 22 mai. L'ensemble des organisations syndicales a la responsabilité de tracer très rapidement de nouvelles perspectives de grèves et de manifestations, avec la perspective d'un mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette politique anti-sociale, en fédérant les revendications : retraites, assurance-maladie, services publics, emploi, pouvoir d'achat... Il s'agit bien d'obtenir un autre partage des richesses produites par l'ensemble de la collectivité.